



**KPMG Audit**  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Congés Intempéries BTP - Union des Caisses de France**

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes combinés**

Exercice clos le 31 mars 2012  
Congés Intempéries BTP - Union des Caisses de France  
24, rue de Dantzig - 75015 Paris  
*Ce rapport contient 36 pages*  
Référence : LG-124-41

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance.  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles.

Siège social :  
KPMG S.A.  
Immeuble Le Palatin  
3 cours du Triangle  
92939 Paris La Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



**KPMG Audit**  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Congés Intempéries BTP - Union des Caisses de France**

Siège social : 24, rue de Dantzig - 75015 Paris

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes combinés**

Exercice clos le 31 mars 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2012 sur :

- le contrôle des comptes combinés de l'association Congés Intempéries BTP – Union des Caisses de France, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes combinés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **1 Opinion sur les comptes combinés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes combinés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes combinés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe de l'association Congés Intempéries BTP – Union des Caisses de France :

- Le paragraphe 8 «Provisions pour risques et charges » page 19 des « Notes relatives au bilan combiné » rappelle que les provisions pour indemnités de départ en retraite ont été comptabilisées partiellement conformément à l'option prévue à l'article 9, 3<sup>ème</sup> alinéa du Code de Commerce.
- La note « Faits caractéristiques de l'exercice » page 7 de l'annexe précise qu'une entité du réseau clôture ses comptes à une date différente de celle de l'entité combinante et qu'un arrêté intérimaire a été établi pour la première fois au 31 mars 2012. Le paragraphe 7 « Fonds propres » page 18 des « Notes relatives au bilan combiné » et la note « Bilan pro forma combiné » page 26 de l'annexe exposent l'incidence sur les comptes combinés de cet arrêté intérimaire.

## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les valeurs mobilières de placement font l'objet d'une évaluation selon la méthodologie indiquée dans l'annexe en note « Principes comptables » paragraphe 5 « Trésorerie et valeurs mobilières de placement » page 13 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note « Faits caractéristiques de l'exercice » page 7 de l'annexe expose qu'un arrêté intérimaire a été établi pour une entité du réseau clôturant ses comptes à une date différente de celle de l'entité combinante. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous nous sommes assurés que la note « Faits caractéristiques de l'exercice », le paragraphe 7 « Fonds propres » des « Notes relatives au bilan combiné » et la note « Bilan pro forma combiné » donnent une information appropriée sur les modalités de l'arrêté intérimaire et son incidence sur les comptes combinés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes combinés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

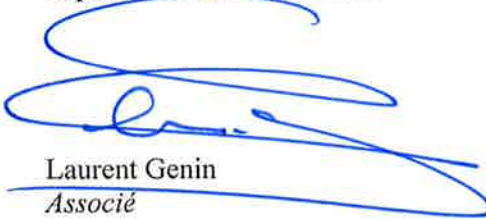
### 3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport financier de l'association Congés Intempéries BTP – Union des Caisses de France.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Paris La Défense, le 14 décembre 2012

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*



Laurent Genin  
*Associé*



# **Etats financiers combinés au 31 mars 2012**





# SOMMAIRE

	Pages
<b>BILAN COMBINÉ</b>	1
DÉTAIL DU BILAN (ACTIF)	2
DÉTAIL DU BILAN (PASSIF)	3
<b>COMPTE DE RÉSULTAT COMBINÉ</b>	4
DÉTAIL DU COMPTE DE RÉSULTAT	5
<b>ANNEXE</b>	6-27



## Bilan combiné



BILAN COMBINÉ AU 31 MARS 2012



Données en €		Données en €	
ACTIF	Notes	Brut	Amort.
		Net 31/12	Net 31/11
Frais d'établissement		83 237	83 237
Logiciels, droits et valeurs similaires		31 347 452	27 065 599
Autres immobilisations incorporelles		3 956 285	3 145 800
Immobilisations incorporelles en cours		11 830 394	11 830 394
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>51.</b>	<b>47 217 367</b>	<b>30 294 636</b>
		<b>16 922 731</b>	<b>10 707 385</b>
Terrains - Agencements et aménagements de terrains		20 835 490	551 602
Constructions		91 777 983	40 624 606
Installations générales, agencements, aménagements divers		15 598 676	12 901 204
Matériel et mobilier de bureau		11 271 006	9 111 563
Matériel informatique		18 678 670	11 460 411
Autres immobilisations corporelles		4 368 584	3 614 958
Immobilisations corporelles en cours		862 513	862 513
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>51.</b>	<b>158 332 920</b>	<b>78 264 343</b>
		<b>80 068 576</b>	<b>79 647 940</b>
Participations et créances rattachées à des participations		5 943 113	5 000 018
Prêts		1 362 367	1 362 367
Autres		324 847	76
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>51.</b>	<b>7 630 327</b>	<b>500 065</b>
		<b>7 130 232</b>	<b>7 130 151</b>
Fournisseurs débiteurs - Avances et acomptes versés sur commandes	53.	115 837	115 837
Acheteurs et comptes rattachés	52.	1 244 818 724	1 056 607 665
Créances sur entités réseau CI-BTP	53.	0	0
Autres débiteurs	53.	38 953 434	2 011 258
<b>CRÉANCES</b>		<b>1 283 887 095</b>	<b>1 065 618 923</b>
		<b>1 178 268 072</b>	<b>671 222 159</b>
Valeurs mobilières de placement	54.	6 586 401 309	76 489 708
Disponibilités		241 551 342	241 551 342
<b>TRÉSORERIE</b>		<b>6 827 952 651</b>	<b>76 489 708</b>
		<b>6 751 457 943</b>	<b>6 855 561 502</b>
Charges constatées d'avance		2 984 266	2 984 266
Charges réglées sur congés : exercice n + 1		61 106 753	61 106 753
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	<b>55.</b>	<b>54 091 021</b>	<b>64 091 021</b>
		<b>32 840 303</b>	<b>32 840 303</b>
<b>FONDS GÉRÉS</b>	<b>56.</b>	<b>8 421 952 584</b>	<b>291 172 704</b>
		<b>8 421 952 584</b>	<b>7 916 162 401</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>8 421 952 584</b>	<b>291 172 704</b>
		<b>8 130 779 880</b>	<b>7 916 162 401</b>
PASSIF			
Réserve légale		1 086 396	1 086 396
Réserve statutaire		369 885 235	364 535 772
Autres réserves		311 167 248	311 167 248
Report à nouveau		34 105 774	47 286 312
Résultat de l'exercice (excédent ou insuffisance)		(101 328 756)	(45 129 715)
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>57.</b>	<b>574 409 732</b>	<b>699 346 024</b>
		<b>16 065 786</b>	<b>16 815 654</b>
Provisions pour risques		3 688 223	3 671 832
Provisions pour indemnités de départ à la retraite		361 265 191	262 506 465
Provisions pour congés restant dus et cotisations de retraite restant à rembourser aux employeurs		3 820	1 534 374
<b>PROVISIONS</b>	<b>58.</b>	<b>381 023 020</b>	<b>284 948 324</b>
		<b>18 190 559</b>	<b>24 210 113</b>
Emprunts et dettes financières diverses	59.	6 516 502	7 088 553
Fournisseurs et comptes rattachés	60.	28 965 776	27 770 080
Adhérents créditeurs	61.	31 705 095	96 693 848
Opérations avec les autres organismes professionnels	62.	0	59 040
Dettes émises sur réseau CI-BTP	63.	217 539 395	243 437 752
Dettes fiscales et sociales	64.	463 125 336	353 041 757
Autres dettes	65.	0	0
<b>DETTES</b>		<b>826 052 628</b>	<b>792 321 143</b>
		<b>1 883 787</b>	<b>518 322</b>
Préjudices constatés d'avance		6 043 070 090	5 855 561 885
Cotisations appelées sur congés : exercice n+1		271 500 321	253 394 454
Cotisations émises sans engagements de congés		0	0
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	<b>55.</b>	<b>6 316 454 197</b>	<b>6 110 094 661</b>
		<b>32 840 303</b>	<b>29 532 249</b>
<b>COMPTES GÉRÉS</b>	<b>56.</b>	<b>8 130 779 880</b>	<b>7 916 162 401</b>
		<b>8 130 779 880</b>	<b>7 916 162 401</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>8 130 779 880</b>	<b>7 916 162 401</b>



DÉTAIL DU BILAN COMBINÉ AU 31 MARS 2012

Rubriques et postes	Valeurs nettes					
	Total Colines (C3/BTP) (Moyen terme)	UCF branche intempéries	UCF Branche Congés	GIE CEDIS	Éliminations, règlissements et réajustements	Total
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0
Logiciels, droits et valeurs similaires	3 271 330	0	0	48 543	0	4 281 483
Autres immobilisations incorporelles	792 890	0	0	17 595	0	810 485
Immobilisations incorporelles en cours	232 133	0	11 608 273	0	0	11 850 594
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 296 353</b>	<b>0</b>	<b>11 608 273</b>	<b>66 138</b>	<b>0</b>	<b>15 970 764</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains - Agencements et aménagements de terrains	20 283 488	0	0	0	0	20 283 488
Constructions	50 757 939	0	3 955 449	0	0	54 713 377
Installations générales, agencements, aménagements divers	2 878 866	0	0	18 806	0	2 897 672
Matériel et mobilier de bureau	2 090 702	0	96 850	2 091	0	2 189 643
Matériel informatique	2 056 151	0	74 852	77 432	0	2 218 435
Autres immobilisations corporelles	603 026	0	0	0	0	603 026
Immobilisations corporelles en cours	852 513	0	0	0	0	852 513
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>79 403 533</b>	<b>0</b>	<b>566 751</b>	<b>58 306</b>	<b>0</b>	<b>80 068 579</b>
<b>Participations et créances rattachées à des participations</b>						
Prêts	5 441 448	0	0	0	1 645	5 443 094
Autres	1 261 402	0	100 966	0	0	1 362 367
	269 346	0	634	34 811	0	324 770
<b>Immobilisations financières</b>	<b>6 982 296</b>	<b>0</b>	<b>101 580</b>	<b>34 811</b>	<b>1 645</b>	<b>7 130 321</b>
<b>Autres actifs courants</b>						
Fournisseurs débiteurs - Avances et comptes versés sur commandes	114 458	0	1 481	25 983	(26 105)	115 837
Adhérents et comptes rattachés	991 068 692	19 531 809	0	7 203	130 603 555	1 141 211 559
Créances sur autres réseaux C3/BTP	6 788 458	0	0	0	(6 788 458)	0
Autres débiteurs	49 150 747	12 495 002	8 820 289	118 518	(93 582 382)	36 942 174
<b>Créances</b>	<b>1 067 122 355</b>	<b>31 966 811</b>	<b>8 821 770</b>	<b>151 681</b>	<b>90 206 609</b>	<b>1 128 268 071</b>
<b>Valeurs mobilières de placement</b>						
Disponibilités	6 412 117 269	99 041 415	4 397 913	150 000	0	6 509 506 601
	228 144 200	13 178 543	284 793	78 140	(134 334)	241 531 542
<b>TRESORERIE</b>	<b>6 640 263 470</b>	<b>106 219 962</b>	<b>4 682 706</b>	<b>228 140</b>	<b>(134 334)</b>	<b>6 751 457 941</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>						
Charges réglées sur congés : exercice n+1	8 276 071	0	181 381	37 500	(5 510 884)	2 984 268
	58 303 208	0	0	0	0	61 106 759
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	<b>66 589 279</b>	<b>0</b>	<b>181 381</b>	<b>37 500</b>	<b>(2 727 136)</b>	<b>64 091 021</b>
<b>FONDS ÉTABLIS</b>						
			<b>32 840 303</b>			<b>32 840 303</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>7 844 645 002</b>	<b>138 186 775</b>	<b>59 864 741</b>	<b>616 582</b>	<b>87 346 793</b>	<b>8 130 778 881</b>

DÉTAIL DU BILAN COMBINÉ AU 31 MARS 2012

Régimes en €	Valeurs nettes					
	Total Créances (Châtrp) Valeurs nettes	JCF branche intempéries	JCF Régime Congés	GIE CEDIB	Eliminations, recouvrements et restatements	Total
<b>Risques et postes</b>						
Reserve légale	1 086 356	0	0	0	0	1 086 356
Reserve statutaire	309 108 769	309 108 769	10 354 288	0	0	368 883 335
Autres réserves	271 683 084	0	0	0	0	271 683 084
Report à nouveau	34 411 117	0	0	14 412	(319 755)	34 125 774
Résultat de l'exercice (existant ou insuffisance)	(52 674 031)	(50 676 814)	1 604 538	134 678	522 875	(491 328 716)
Provisions réglementées	179 379	0	0	0	(179 379)	0
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>513 554 882</b>	<b>48 743 364</b>	<b>11 558 826</b>	<b>149 090</b>	<b>3 541</b>	<b>574 409 732</b>
Provisions pour risques	8 637 702	7 604 584	0	6 500	0	16 088 786
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	3 688 233	0	0	0	0	3 688 233
Provisions pour congés restant dus et cotisations de retraite restant à rembourser aux employeurs	361 262 151	0	0	0	0	361 262 151
Autres provisions pour charges	3 820	0	0	0	0	3 820
<b>PROVISIONS</b>	<b>373 611 936</b>	<b>7 604 584</b>	<b>0</b>	<b>6 500</b>	<b>0</b>	<b>381 023 020</b>
Emprunts et dettes financières diverses	18 190 559	0	0	0	0	18 190 559
Fournisseurs et comptes rattachés	4 035 145	0	3 114 322	39 250	(712 557)	6 535 902
Adhérents créanciers	28 565 690	0	87	0	0	28 565 775
Opérations avec les autres organismes professionnels	77 042 887	0	0	0	14 662 306	91 705 093
Dettes envers le réseau CIEBTP	29 950 443	0	0	0	(29 950 443)	0
Dettes fiscales et sociales	216 635 904	0	719 841	182 614	0	217 538 359
Autres dettes	352 886 547	82 038 907	7 124 016	228 848	(19 131 902)	483 135 516
<b>DETTES</b>	<b>767 738 279</b>	<b>82 038 907</b>	<b>10 958 207</b>	<b>460 902</b>	<b>(15 183 734)</b>	<b>856 652 629</b>
Produits constatés d'exercice	287 059 375	0	4 207 325	0	(289 382 911)	1 883 789
Cotisations appelées sur congés : exercice n-1	5 639 556 278	0	0	0	403 513 512	6 043 070 050
Cotisations émise sans engagements de congés	249 293 943	0	0	0	8 406 377	271 500 311
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	<b>6 109 708 086</b>	<b>0</b>	<b>4 207 325</b>	<b>0</b>	<b>122 536 874</b>	<b>6 316 451 197</b>
<b>COMPTES GÉNÉRAUX</b>	<b>7 844 665 002</b>	<b>138 186 775</b>	<b>59 966 761</b>	<b>616 585</b>	<b>87 346 761</b>	<b>8 130 779 885</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>						



# ( Compte de résultat combiné



## COMPTE DE RÉSULTAT COMBINÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

Données en €

Rubriques et postes	Notes	Ex. 11/12	Ex. 10/11
Produits techniques		6 466 642 883	6 431 044 598
Reprises sur provisions pour congés et cotisations de retraites restant à payer		333 550 620	249 555 888
<b>PRODUITS TECHNIQUES</b>		<b>6 800 193 502</b>	<b>6 680 600 485</b>
Charges techniques		6 580 734 359	6 514 873 822
Dotations aux provisions pour congés et cotisations de retraites restant à rembourser		338 767 397	234 401 581
<b>CHARGES TECHNIQUES</b>		<b>6 919 501 757</b>	<b>6 749 275 403</b>
<b>RÉSULTAT TECHNIQUE</b>	<b>§11.</b>	<b>(119 308 254)</b>	<b>(68 674 918)</b>
Autres produits de gestion courante		13 432 068	10 624 295
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions		9 833 408	17 658 808
Transferts de charges d'exploitation		1 717 104	1 732 914
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>24 982 580</b>	<b>30 016 017</b>
Services extérieurs		19 561 603	17 427 018
Autres services extérieurs		20 637 574	21 924 973
Impôts et taxes		6 971 673	6 887 742
Charges de personnel		65 550 316	65 722 640
Autres charges de gestion courante		1 950 481	32 957
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		17 152 711	13 688 285
Impôts sur revenus financiers		3 361 728	2 855 675
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>135 186 086</b>	<b>128 539 290</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>§12.</b>	<b>(110 203 506)</b>	<b>(98 523 273)</b>
Produits financiers		138 435 599	130 450 463
Reprise des dépréciations des comptes financiers		72 553 790	68 370 641
Transferts de charges financières			
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>210 989 388</b>	<b>198 821 104</b>
Charges financières		28 574 515	17 396 983
Dotations aux provisions et dépréciations des comptes financiers		69 524 728	65 141 819
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		<b>98 099 243</b>	<b>82 538 802</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>§13.</b>	<b>112 890 145</b>	<b>116 282 302</b>
Produits exceptionnels		9 380 591	11 499 537
Transferts de charges exceptionnelles			
Reprise sur provisions et dépréciations exceptionnelles		8 077 574	357 494
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>17 458 165</b>	<b>11 857 031</b>
Charges exceptionnelles		2 100 565	5 368 388
Dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles		64 741	702 469
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>2 165 306</b>	<b>6 070 857</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>§14.</b>	<b>15 292 859</b>	<b>5 786 174</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>(101 328 756)</b>	<b>(45 129 715)</b>

DÉTAIL DU COMPTE DE RÉSULTAT COMBINÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

Données en €

Rubriques et postes	Total Caisses (CI-BTP) Valeurs nettes	UCF Branche Intempéries	UCF Branche Congés	GIE CEDIB	Eliminations, reclassements et retraitements	Total
Produits techniques	6 344 683 082	94 213 556	0	0	27 746 245	6 466 642 883
Reprises sur provisions pour congés et cotisations de retraites restant à payer	331 872 634	1 677 986	0	0	0	333 550 620
<b>Produits techniques</b>	<b>6 676 555 716</b>	<b>95 891 541</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27 746 245</b>	<b>6 800 193 502</b>
Charges techniques	6 470 952 181	138 370 846	0	0	(28 588 669)	6 580 734 359
Dotations aux provisions pour congés et cotisations de retraites restant à rembourser	329 485 111	8 570 339	0	0	711 947	338 767 397
<b>Charges techniques</b>	<b>6 800 437 293</b>	<b>146 941 186</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(27 876 722)</b>	<b>6 919 501 757</b>
<b>RÉSULTAT TECHNIQUE</b>	<b>(123 881 576)</b>	<b>(51 049 644)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>55 622 966</b>	<b>(119 308 254)</b>
Autres produits de gestion courante	12 992 224	49 799	9 907 978	2 179 590	(11 697 523)	13 432 068
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions	8 550 850	0	0	25 860	1 256 697	9 833 408
Transferts de charges d'exploitation	53 778 750	0	679 930	30 304	(52 771 880)	1 717 104
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>75 321 825</b>	<b>49 799</b>	<b>10 587 908</b>	<b>2 235 754</b>	<b>(63 212 706)</b>	<b>24 982 580</b>
Services extérieurs	16 051 380	575 960	4 932 781	524 590	(2 523 108)	19 561 603
Autres services extérieurs	17 231 566	6 901 619	1 973 683	295 416	(5 764 710)	20 637 574
Impôts et taxes	6 505 161	88 109	258 721	119 683	0	6 971 673
Charges de personnel	61 450 538	957 730	2 458 288	1 107 673	(423 913)	65 550 316
Autres charges de gestion courante	1 944 256	1 497	2 780	5 730	(3 782)	1 950 481
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 198 998	76 009	241 862	91 090	544 751	17 152 711
Impôts sur revenus financiers	3 361 728	0	0	0	0	3 361 728
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>122 743 626</b>	<b>8 600 924</b>	<b>9 868 116</b>	<b>2 144 183</b>	<b>(8 170 763)</b>	<b>135 186 086</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(47 421 802)</b>	<b>(8 551 126)</b>	<b>719 793</b>	<b>91 572</b>	<b>(55 041 943)</b>	<b>(110 203 506)</b>
Produits financiers	135 811 999	2 506 264	115 792	1 163	382	138 435 599
Reprise des dépréciations des comptes financiers	72 533 160	20 630	0	0	0	72 553 790
Transferts de charges financières	382	0	0	0	(382)	0
<b>Produits financiers</b>	<b>208 345 540</b>	<b>2 526 894</b>	<b>115 792</b>	<b>1 163</b>	<b>0</b>	<b>210 989 388</b>
Charges financières	28 405 362	169 153	0	0	0	28 574 515
Dotations aux provisions et dépréciations des comptes financiers	69 520 171	4 557	0	0	0	69 524 728
<b>Charges financières</b>	<b>97 925 533</b>	<b>173 710</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>98 099 243</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>110 420 007</b>	<b>2 353 184</b>	<b>115 792</b>	<b>1 163</b>	<b>0</b>	<b>112 890 145</b>
Produits exceptionnels	8 021 439	322 706	769 723	43 276	223 446	9 380 591
Transferts de charges exceptionnelles	482 702	0	0	0	(482 702)	0
Reprise sur provisions et dépréciations exceptionnelles	1 652 765	6 248 065	0	0	176 744	8 077 574
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>10 156 906</b>	<b>6 570 771</b>	<b>769 723</b>	<b>43 276</b>	<b>(82 512)</b>	<b>17 458 165</b>
Charges exceptionnelles	2 098 347	0	770	1 332	117	2 100 565
Dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	69 220	0	0	0	(4 480)	64 741
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>2 167 567</b>	<b>0</b>	<b>770</b>	<b>1 332</b>	<b>(4 363)</b>	<b>2 165 306</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>7 989 340</b>	<b>6 570 771</b>	<b>768 953</b>	<b>41 944</b>	<b>(78 149)</b>	<b>15 292 859</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>(52 894 032)</b>	<b>(50 676 814)</b>	<b>1 604 538</b>	<b>134 678</b>	<b>502 875</b>	<b>(101 328 756)</b>



## Annexe des comptes combinés



## RÉSEAU CONGÉS INTEMPÉRIES-BTP

### ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers combinés du réseau Congés Intempéries BTP (CI-BTP).

Les états financiers sont présentés en euros (€).

Ils se composent d'un bilan, dont le total s'élève au 31 mars 2012 à 8 130 779 880 € et d'un compte de résultat, présenté sous forme de liste, qui dégage un résultat combiné déficitaire de 101 328 756 €.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2012.

#### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

---

##### ▪ Système d'information unique (SI Unique)

Dans le cadre du Plan d'actions du réseau Congés Intempéries BTP, il a été décidé de concevoir un système d'information unique (ou SIU) pour les Caisses dont la réalisation est prévue de s'échelonner sur environ 7 années.

Les coûts relatifs à la réalisation du SIU suivent le schéma comptable suivant :

- enregistrement en immobilisations en cours des frais de création du logiciel SIU, y compris le coût d'acquisition du logiciel « maître » Axinod, dans l'attente de la réalisation complète du logiciel ;
- comptabilisation des coûts (honoraires des prestataires informatiques, salaires et frais de déplacements des personnes travaillant sur le projet, amortissement des immobilisations utilisées dans le cadre de la réalisation du projet, quote-part de frais généraux, ...) en charges d'exploitation.

Si les conditions d'activation des frais sont remplies, la production de l'exercice constitue un produit d'exploitation enregistré à son coût de production, ce qui équilibre les charges correspondantes (PCG, art. 442/23 et 447/72). Au 31 mars 2012, le montant des en cours s'élève à 11 608 k€.

A compter de l'exercice comptable clos au 31 mars 2012, les coûts relatifs à ce projet mais non immobilisables sur le plan comptable font l'objet d'une refacturation. Dans ce cadre, un groupement de fait a été créé lors du conseil d'administration du 25 mars 2011, pour une mise en place effective à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011.

L'objet de ce groupement est notamment de gérer la refacturation et la gestion comptable des dépenses communes en exonération de TVA (art. 261B du Code Général des Impôts).

Le montant des coûts supportés par le groupement et ayant fait l'objet d'une refacturation s'est élevé à 515 k€.

▪ **Dissolution du fonds « Vols et détournements »**

Le conseil d'administration de l'UCF du 2 décembre 2011 a entériné la dissolution du fonds « Vols et détournements » institué par des décisions du conseil d'administration des 23 avril et 17 septembre 1999 et qui n'a jamais été utilisé.

D'un montant de 1,5 m€, il était constitué pour moitié de fonds de la branche congés de l'UCF et pour l'autre moitié des Caisses.

Les sommes correspondantes ont été restituées en début d'année 2012 :

- aux Caisses au prorata de leur contribution, et
- aux réserves de la branche Congés.

▪ **Réalisation pour la première fois par la CNETP de comptes intermédiaires arrêtés au 31 mars 2012**

Jusqu'à la précédente clôture (31 mars 2011), les comptes combinés intégraient les comptes de la CNETP clôturés au 30 juin, date de clôture de son exercice comptable.

Pour les besoins de la combinaison, la CNETP a réalisé cette année un arrêté intermédiaire au 31 mars 2012 intégrant un résultat couvrant la période du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2012.

Les règles françaises requièrent que la comptabilisation de changements opérés sur le plan comptable soit réalisée dans le résultat de la période au cours de laquelle ces modifications sont effectuées.

La neutralisation du résultat du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 30 juin 2011 intégré dans les comptes combinés au 31 mars 2011 a impacté les fonds propres et a nécessité un retraitement de combinaison de 14 133 k€ (Cf. note §7).

Le bilan pro forma dans lequel les données de l'exercice précédent sont retraitées est présenté en fin de la présente annexe.

---

**PERIMETRE DE COMBINAISON**

---

Chaque entité du réseau Congés Intempéries BTP a approuvé son adhésion au périmètre de combinaison, au moyen d'une convention de combinaison qui a pris la forme d'une résolution adoptée par le Conseil d'administration de l'UCF le 2 juillet 2010.



L'exercice 2011/2012 a vu la création de la Caisse d'Alsace du réseau Congés Intempéries BTP, née du rapprochement des Caisses du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Cette nouvelle entité a obtenu son agrément le 1<sup>er</sup> avril 2011 tandis que les deux Caisses préexistantes ont été dissoutes respectivement les 23 et 26 mai 2011 et sont donc toujours intégrées au 31 mars 2012.

Cette modification du périmètre de combinaison porte le nombre d'entités consolidées à la fin de l'exercice à 35 contre 34 pour l'exercice dernier.

Au 31 mars 2012, 9 Caisses du réseau ont des participations dans 11 SCI.

A l'exception de 3 SCI dont le pourcentage de détention est inférieur à 20 % (i.e. absence d'influence notable), il existe 6 SCI dont le pourcentage est compris entre 25 % et 45 % et les 2 dernières détenues à hauteur de + 95 %.

L'impact du retraitement en combinaison des 6 SCI au moyen de la méthode de la mise en équivalence et de celui par intégration globale des 2 SCI détenues à plus de 95 % étant respectivement jugés non significatifs (moins de 1 % de l'actif combiné), il a été décidé de n'intégrer aucune SCI au sein du périmètre de combinaison.

<i>Code Entité</i>	<i>Entité</i>	<i>Lieu</i>	<i>Méthode de combinaison</i>
-	UCF <sup>1</sup>	Paris	
01	TRAVAUX PUBLICS	Paris	IG <sup>3</sup>
02	PARIS	Paris	IG
03	CAEN	Caen	IG
04	ROUEN	Rouen	IG
05	LILLE	Marcq-en-Barœul	IG
06	REIMS	Reims	IG
07	NANCY	Nancy	IG
08	METZ	Metz	IG
09	STRASBOURG	Strasbourg	IG
10	MULHOUSE	Mulhouse	IG
11	MACON	Mâcon	IG
12	LYON	Villeurbanne	IG
13	GRENOBLE	Grenoble	IG
14	NICE	Nice	IG
15	MARSEILLE	Marseille	IG
16	SAINT-ETIENNE	Saint-Etienne	IG
17	CLERMONT-FERRAND	Clermont-Ferrand	IG
18	MOULINS	Yzeure	IG
19	MONTPELLIER	Montpellier	IG
20	TOULOUSE	Toulouse	IG
21	BORDEAUX	Bordeaux	IG
22	NANTES	Nantes	IG
23	TOURS	Tours	IG
24	RENNES	Rennes	IG
25	ANNECY	Annecy	IG
26	EVREUX	Evreux	IG
27	SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES	Paris	IG
29	TOULON	Toulon	IG
30	MELUN	Dammarié-Les-Lys	IG
31	LIMOGES	Limoges	IG
34	LA RÉUNION <sup>2</sup>	Saint-Denis	IG
35	} MARTINIQUE	Fort-de-France	}
36		GUADELOUPE	
37		GUYANE	
38	ALSACE	Strasbourg	IG
40	GIE CEDIB	Lyon	IG

<sup>1</sup> Entité combinante

<sup>2</sup> clôture des comptes au 31 octobre 2011\*

<sup>3</sup> IG : Intégration Globale

\*absence de production de comptes intérimaires de moins de 3 mois par rapport à la date de clôture de l'exercice de combinaison des comptes

## PRINCIPES COMPTABLES

---

Les comptes combinés 2012 du réseau Congés Intempéries BTP (CI-BTP) sont établis dans le respect des règles et principes comptables français et conformément au Règlement CRC n° 2002-12 entérinant l'avis CNC n° 2002-13 du 13 octobre 2002 relatif à l'élaboration des comptes combinés.

Les comptes combinés 2012 ont été arrêtés en appliquant les mêmes règles qu'en 2011.

Les méthodes de base retenues pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses et principes comptables suivants :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- méthode du coût historique ;

et conformément :

- aux règles comptables spécifiquement liées à l'activité du réseau et validées par le Conseil National de la Comptabilité (CNC) le 2 novembre 2006,
- et aux dispositions légales et réglementaires françaises (Règlements CRC n°99-01 et n° 99-03).

Le réseau Congés Intempéries BTP (CI-BTP) a établi volontairement des comptes combinés au 31 mars 2012 qui couvrent une période de 12 mois.

### 1. Notion d'exercice comptable

La notion d'exercice « comptable » est différente de la notion d'exercice « congés ».

En effet, l'exercice comptable enregistre toutes les opérations financières intervenues durant une période de 12 mois (y compris le report à nouveau de l'exercice précédent) en les ventilant selon les exercices « congés » concernés, à savoir :

- Exercices « clos » (i.e. antérieurs à l'exercice « bilan ») ;
- Exercice « bilan » (i.e. exercice en liquidation) ;
- Exercice « en cours » (i.e. postérieur à l'exercice « bilan »).

Le résultat de l'exercice comptable peut alors se décomposer en 2 parties :

- Résultat des exercices « clos » (i.e. reliquat du ou des exercices « bilan » antérieurs) ;
- Résultat de l'exercice « bilan » qui est le résultat de l'exercice congés à la date de l'arrêté comptable.

Il y a donc un décalage entre le millésime de la date de l'arrêté comptable et la date de l'exercice « congés ».

Ainsi l'arrêté des comptes au 31 mars 2012 correspond à la clôture des comptes de l'exercice congés 2011.

## 2. Notion d'exercice congés

L'exercice « congés » comprend 2 parties :

- La première partie a trait à l'appel des cotisations ;
- La seconde partie a trait à la consommation par les salariés de leurs droits à congés.

## 3. Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les amortissements sont calculés selon le mode linéaire suivant une durée estimée d'utilisation.

En ce qui concerne l'UCF, les immobilisations incorporelles et corporelles sont imputées à 100 % à la branche Congés, conformément à la décision prise à la clôture de ses comptes individuels au 31 mars 2007.

En revanche, les dotations aux amortissements sont réparties entre les deux branches de la même manière que les frais généraux, c'est-à-dire à 65% pour la branche Congés et 35% pour la branche Intempéries.

### 3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur la durée estimée d'utilisation.

Les principales durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

<i>Nature d'immobilisation incorporelle</i>	<i>Durée d'utilisation prévue</i>	<i>Taux d'amortissement pratiqué</i>
Logiciels	3 ans	33,33 %

### 3.1.1 Création du logiciel SIU

Les coûts de création du logiciel sont inscrits en immobilisations en cours, en conformité avec les principes comptables édictés notamment par l'avis du CNC des 9 janvier et 29 avril 1987 relatif au traitement comptable des dépenses de logiciels créés à usage interne.

### 3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, selon les dispositions du Règlement CRC n°2004-06, soit le prix d'achat augmenté des frais accessoires ou à leur coût de production.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur la durée estimée d'utilisation.

Les principales durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

<i>Nature d'immobilisation corporelle</i>	<i>Durée d'utilisation prévue</i>	<i>Taux d'amortissement pratiqué</i>
Installations, agencements	5 à 10 ans	20 % à 10 %
Gros œuvre	50 ans	2 %
Clos et couvert	20 ans	5 %
Equipements techniques	15 ans	6,66 %
Agencements intérieurs	7 ans	14,28 %
Matériel et mobilier de bureau	5 ans	20 %
Matériel informatique	3 ans	33,33 %

### 3.3 Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition hors frais accessoires. Lorsque celui-ci est supérieur à la valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## 4. Adhérents

Les créances sur les entreprises adhérentes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est constatée lorsque la valeur probable de recouvrement de celles-ci est inférieure à la valeur comptable.

## 5. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

### - Disponibilités

Les comptes bancaires figurent au bilan selon leur solde débiteur ou créditeur, en « disponibilités » ou en « dettes financières ».

En cas de « fusion de comptes » situés dans une même banque, la compensation est opérée.

### - Valeurs mobilières de placement

Les titres détenus en portefeuille sont inscrits à leur coût d'acquisition, constitué par le prix d'achat et les coûts d'achat directement attribuables. Ils sont valorisés au coût moyen unitaire pondéré.

Une dépréciation est constituée, le cas échéant, lorsque la valeur liquidative des placements devient inférieure à la valeur comptable.

## 6. Provisions

Les provisions au passif du bilan représentent des dettes dont le montant ou l'échéance est incertain.

Elles sont comptabilisées en présence d'une obligation supportée par le réseau, ayant pour origine une réglementation, une loi ou des clauses contractuelles antérieures à la clôture de l'exercice précédent et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Elles sont évaluées pour le montant estimé du décaissement.

## 7. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du réseau, tels que les cessions d'immobilisations, les régularisations sur rétrocessions, ...

**DÉTAIL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ AU 31 MARS 2012**

Données en €	Rubriques et postes	IMMOBILISATIONS			AMORTISSEMENTS & PROVISIONS				Valeur nette en fin d'exercice	
		Valeurs brutes en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes en fin d'exercice	Cumulés en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Cumulés en fin d'exercice
	Frais d'établissement	83 237	-	-	83 237				83 237	-
	Concessions, brevets, marques, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	29 752 815	2 885 657	1 291 021	31 347 452				27 065 599	4 281 853
	Autres immobilisations incorporelles	3 160 607	28 540	-	3 189 146				3 145 800	43 346
	Immobilisations incorporelles en cours	6 696 301	5 926 464	792 371	11 830 394				-	11 830 394
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	837 344	1 170 978	1 241 184	767 138				-	767 138
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>40 530 305</b>	<b>10 011 638</b>	<b>3 324 576</b>	<b>47 217 367</b>	<b>29 822 920</b>	<b>1 742 239</b>	<b>1 270 523</b>	<b>30 294 636</b>	<b>16 922 731</b>
	Terrains - Agencements et aménagements de terrains	20 320 916	556 497	41 923	20 835 490				551 602	20 283 888
	Constructions	88 635 153	4 218 532	1 075 701	91 777 983				40 624 606	51 153 377
	Matériels et outillages spécialisés	3 216 131	23 311	19 544	3 219 899				3 087 216	132 683
	Installations générales, agencements, aménagements divers	17 118 584	1 065 797	2 585 705	15 598 676				12 901 204	2 697 472
	Matériel de transport	887 654	153 048	165 644	875 058				527 742	347 316
	Matériel et mobilier de bureau	12 319 332	703 814	1 752 140	11 271 006				9 111 563	2 159 443
	Matériel informatique	15 694 391	1 146 636	3 162 356	13 678 670				11 460 411	2 218 259
	Immobilisations corporelles en cours	-	862 513	-	862 513				-	862 513
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	3 216 227	645 978	3 648 579	213 627				-	213 627
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>161 408 388</b>	<b>9 376 126</b>	<b>12 451 594</b>	<b>158 332 920</b>	<b>81 760 448</b>	<b>5 575 402</b>	<b>9 071 506</b>	<b>78 264 343</b>	<b>80 068 578</b>
	Participations et créances rattachées à des participations	5 893 326	143 725	93 938	5 943 113				500 018	5 443 094
	Autres titres immobilisés	170 376	6 296	9 443	167 229				-	167 229
	Prêts	1 377 755	181 824	197 212	1 362 367				-	1 362 367
	Autres	256 839	10 395	109 616	157 618				76	157 541
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>7 698 295</b>	<b>342 240</b>	<b>410 208</b>	<b>7 630 327</b>	<b>508 144</b>	<b>321 501</b>	<b>329 551</b>	<b>500 095</b>	<b>7 130 232</b>
	<b>TOTAUX</b>	<b>209 636 987</b>	<b>19 730 004</b>	<b>16 186 378</b>	<b>213 180 614</b>	<b>112 091 512</b>	<b>7 639 142</b>	<b>10 671 580</b>	<b>109 059 073</b>	<b>104 121 541</b>

## §1. Actif immobilisé (Voir tableau « Détail de l'actif immobilisé » ci-avant)

Commentaires relatifs aux immobilisations :

- La hausse nette de +6,2 m€ des immobilisations incorporelles correspond notamment à l'immobilisation des coûts de création du SIU au sein de l'UCF pour l'exercice 2011/2012.
- La variation nette des immobilisations corporelles (+0,4 m€) est globalement peu significative. Elle est liée aux travaux de constructions ou d'aménagement des locaux de deux Caisses du réseau, ce qui se traduit en comptabilité par une diminution du poste « avances et acomptes sur immobilisations corporelles » globalement compensée par une augmentation de montant quasi équivalent du poste « constructions ».

## §2. Détail des créances adhérents

Données en €

LIBELLES	31/03/2012	31/03/2011
Adhérents, cotisations <sup>1</sup>	1 181 683 597	725 295 138 <sup>1</sup>
Adhérents autres cotisations	63 135 127	33 847 291
Total (Brut) =	1 244 818 724	759 142 429
Dépréciation	(103 607 665)	(118 041 396)
<sup>1</sup> y compris créances douteuses, maj. retard et effets à recevoir		
<b>TOTAL</b>	<b>1 141 211 059</b>	<b>641 101 033</b>

<sup>1</sup> L'augmentation du poste s'explique principalement pour certaines Caisses par un changement lié à la comptabilisation des cotisations appelées sur exercice en cours au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2012 ou de mars 2012 et leur neutralisation en produits constatés d'avance au 31 mars 2012.



### §3. Détail des autres créances

Données en €

LIBELLES	31/03/2012	31/03/2011
Fournisseurs - Avances & avoirs à recevoir	115 837	130 091
Avances et prêts au personnel	128 287	132 355
Organismes sociaux	127 670	272 871
Etat, impôts & taxes assimilées	2 213	302
Produits à recevoir	1 312 913	720 882
Créances sur entités réseau CI-BTP	-	11 713 895 <sup>1</sup>
Débiteurs divers	37 382 351	18 211 426 <sup>2</sup>
Dépréciation des comptes débiteurs	(2 011 258)	(1 070 695)
	35 371 092	17 140 731
<b>TOTAL</b>	<b>37 058 013</b>	<b>30 111 126</b>

<sup>1</sup> L'an dernier, l'élimination de certaines opérations inter-entités n'avait pas pu être réalisée en totalité, d'où la subsistance d'un solde « Créances sur entités Réseau CI-BTP ».

<sup>2</sup> Ce solde concerne notamment :

- l'UCF pour une créance sur l'Etat au titre de l'article L.118-6 du Code du Travail (Loi n°79-13 du 3 janvier 1979 relative à l'apprentissage). Une convention de régularisation avec l'Etat ayant pour objet de régulariser les impayés de remboursement a été signée le 10 août 2011. La régularisation a été établie pour un montant de 6 149 287 € et le virement a été crédité sur le compte de l'UCF le 30 avril 2012. 6 569 420 €
- les créances des Caisses sur les salariés (indemnités de congés payés versées à des bénéficiaires) 22 935 116 €

#### §4. Valeurs mobilières de placement

##### Détail du portefeuille

Données en €

LIBELLES	31/03/2012	31/03/2011
Obligations	121 538 770	105 917 615
Bons du Trésor et Bons de caisse à court terme	-	5 552 637
SICAV	1 441 633 844	1 373 986 103
FCP	3 839 532 586	4 082 863 837
TCN	153 337 910	200 336 042
Billets de trésorerie	52 738 458	50 693 874
CDN	31 700 000	20 400 000
Titres négociables de maturité inférieure à 5 ans	155 312 018	213 475 700
Comptes à terme	187 264 930	144 536 127
Autres placements	591 160 503	575 060 664
Intérêts courus sur obligations, bons et valeurs assimilées	12 182 289	6 691 876
<b>Valeur brute =</b>	<b>6 586 401 309</b>	<b>6 779 514 474</b>
Provision pour dépréciation	(76 494 708)	(79 540 697)
<b>TOTAL (NET)</b>	<b>6 509 906 601</b>	<b>6 699 973 778</b>

Au 31 mars 2012, la valeur de marché du portefeuille s'élève à 6,57 Mds€.

#### §5. Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance concernent essentiellement le montant des charges et produits techniques comptabilisés sur l'exercice comptable, mais concernant l'exercice congé 2011 (cf. Principes comptables 1. et 2. ci-avant sur la différence entre les exercices « comptable » et « congés »).

##### Charges constatées d'avance

Données en €

LIBELLES	31/03/2012	31/03/2011
Charges constatées d'avance	2 984 268	2 314 568
Charges réglées sur congés : exercice n + 1	61 106 753	259 976 448
<b>TOTAL</b>	<b>64 091 021</b>	<b>262 291 016</b>

La diminution du poste s'explique principalement par la réalisation d'un arrêté intérimaire par la CNETP au 31 mars 2012 (Cf. Bilan pro forma en fin d'annexe).

## Produits constatés d'avance

Données en €

LIBELLES	31/03/2012	31/03/2011
Produits constatés d'avance	1 883 787	538 322
Cotisations appelées sur congés : exercice n + 1	6 043 070 090	5 855 561 885 <sup>1</sup>
Cotisations émises sans engagement de congés	271 500 321	253 994 454
<b>TOTAL</b>	<b>6 316 454 197</b>	<b>6 110 094 661</b>

<sup>1</sup> Cf. note §2

## §6. Fonds gérés

Ce compte représente les fonds gérés par l'UCF pour le compte de l'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics).

Les textes constitutifs de l'OPPBTP prévoient en effet que l'UCF (ex-Caisse Nationale de Surcompensation) assure la collecte des cotisations et le paiement des dépenses de l'OPPBTP.

A ce titre, des comptes financiers sont ouverts en banque au nom de l'UCF du réseau Congés Intempéries BTP.

Ces fonds figurent pour un montant identique à l'actif du bilan combiné sous la rubrique « Fonds gérés » et au passif sous la rubrique « Comptes gérés ».

## §7. Fonds propres

Données en €

	Réserves			Report à nouveau	Résultat	Total des fonds propres
	légal	statutaire	autres			
Situation au 31/3/10 =	1 086 396	461 968 677	331 574 852	49 517 505	(36 235 588)	807 911 842
Affectation du résultat 09/10	-	(77 132 900)	26 556 626	4 336 064	46 240 210	-
Rétrocessions	-	-	(46 964 231)	(6 567 250)	(10 004 622)	(63 536 103)
Résultat au 31/3/11	-	-	-	-	(45 129 715)	(45 129 715)
Situation au 31/3/11 =	1 086 396	384 835 778	311 167 248	47 286 318	(45 129 715)	699 246 024
Impact CNETP (arrêté Intérimaire) N-1 : 30 juin 2011/N : 31 mars 2012			(8 844 204)		(5 289 332)	(14 133 536)
Affectation du résultat 10/11	-	(15 952 543)	(22 959 986)	(10 513 828)	50 419 047	992 691
Rétrocessions	-	-	(7 699 973)	(2 666 717)	-	(10 366 690)
Résultat au 31/3/12	-	-	-	-	(101 328 756)	(101 328 756)
Situation au 31/3/12 =	1 086 396	368 883 235	271 663 084	34 105 774	(101 328 756)	574 409 732

Le retraitement de combinaison de 8,8 m€ correspond essentiellement à la neutralisation du résultat financier du 2<sup>nd</sup> trimestre 2010.

Le retraitement de combinaison de 5,2 m€ correspond principalement à l'écart résultant du différentiel du résultat financier entre le 2<sup>nd</sup> trimestre 2010 et le 2<sup>nd</sup> trimestre 2011.

Sur l'exercice clos le 31 mars 2012, les Caisses ont effectué des rétrocessions d'un montant de 10,3 m€ au titre de l'exercice précédent.

### §8. Provisions pour risques et charges

Données en €

NATURE	En début d'exercice	Impact CNETP (Résultat Intérimaire) 4	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	En fin d'exercice
Provisions pour risques	16 835 654	-	8 025 899	8 792 766	16 068 786 <sup>1</sup>
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	3 671 832	-	1 137 146	1 120 755	3 688 223 <sup>2</sup>
Provisions pour congés restant dus et cotisations de retraite restant à rembourser aux employeurs	262 506 465	88 744 428	311 886 252	301 874 954	361 262 191
Autres provisions pour charges	1 934 374	-	-	1 930 554	3 820 <sup>3</sup>
<b>TOTAUX</b>	<b>284 948 324</b>	<b>88 744 428</b>	<b>321 049 297</b>	<b>313 719 029</b>	<b>381 023 020</b>

1 Au 31 mars 2012, les provisions pour risques concernent essentiellement :

▪ l'UCF

-La provision sur les cotisations PROBTP à payer au titre du 1er trimestre 2012 conformément aux règles comptables spécifiquement liées à l'activité de l'UCF et validées par le CNC le 2 novembre 2006. 7 404 584 €

▪ la Caisse de la Réunion qui a constitué une provision « LOPOM/LODEOM » destinée à couvrir le supplément de charges sociales que la Caisse aurait à acquitter en cas de suppression des exonérations consenties dans le cadre des différentes lois d'orientation pour l'Outre Mer. 7 058 926 €

2 13 entités comptabilisent leurs engagements. Au 31 mars 2012, le montant de la provision pour indemnités de départ en retraite comptabilisée s'élève à 3,7 m€. Conformément à l'option prévue à l'article 9, 3<sup>ème</sup> alinéa du Code de Commerce, les provisions pour indemnités de départ en retraite ont été comptabilisées partiellement.

3 Dont reprise d'une provision pour renouvellement comptabilisée antérieurement dans une Caisse du réseau pour 1,6 m€.

4 Cf. comptes pro forma en fin d'annexe.

## §9. Emprunts et dettes financières diverses

Données en €		
LIBELLES	31/03/2012	31/03/2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 266	7 267
Dépôts et cautionnements reçus	38 691	964 250 <sup>1</sup>
Comptes bancaires créditeurs	18 150 602	23 258 597
<b>TOTAL</b>	<b>18 190 559</b>	<b>24 230 113</b>

<sup>1</sup> L'an dernier, ce poste était notamment composé du montant du fonds de garantie constitué par l'UCF conformément à la décision de son Conseil d'administration du 17 septembre 1999 pour 1 524 490 € (Cf. note § Faits caractéristiques de l'exercice).

Ce fonds qui n'a jamais été utilisé, a été supprimé par décision du Conseil d'administration de l'UCF du 2 décembre 2011 et a généré un remboursement aux Caisses de 762 245 € (apport initial) et une affectation de même montant aux réserves de la branche congés (part initiale financée par l'UCF).

## §10. Autres dettes

Données en €		
LIBELLES	31/03/2012	31/03/2011
Fournisseurs	6 526 502	7 088 553 <sup>1</sup>
Adhérents créditeurs	28 965 776	27 770 080
Organismes professionnels	91 705 095	96 693 848 <sup>2</sup>
Dettes liées au personnel	14 245 762	13 608 226
Charges sociales sur indemnités de CP	198 711 877	226 875 565
Impôts & taxes	4 581 720	2 953 961
Dettes entités réseau CI-BTP	-	59 040
Autres dettes	463 125 336	393 041 757 <sup>3</sup>
<b>TOTAL</b>	<b>807 862 069</b>	<b>768 091 030</b>

<sup>1</sup> Ce poste concerne notamment les dépenses engagées par l'UCF dans le cadre du projet SIU.

<sup>2</sup> Ce poste représente le montant des cotisations collectées par les Caisses du réseau CI-BTP pour le compte des organismes sociaux et professionnels régionaux et nationaux.

<sup>3</sup> Ce solde concerne notamment :

▪ des dettes de l'UCF :

- relatives aux remboursements intempéries restant à reverser aux entreprises adhérentes

29 052 443 €

- concernant les cotisations congés à payer calculées sur les indemnités versées au titre des

intempéries pour 33 573 561 € et de PROBTP pour 16 391 680 €	49 965 241 €
- représentant les paiements effectués par les Caisses aux entreprises au titre des intempéries qui n'ont pas encore fait l'objet d'une demande de remboursement par les Caisses à l'UCF	1 777 249 €
▪ des indemnités de congés relatives à des demandes de congés connues par les Caisses au 31 mars 2012 et concernant la période allant jusqu'au 30 avril (période d'exercice des congés)	306 935 181 €
▪ des indemnités de congés payés soit en attente de paiement, soit à réexpédier	11 872 650 €
▪ des cotisations qui ne peuvent être imputées de façon certaine ou définitive à un compte déterminé au moment de leur encaissement en banque	10 426 606 €

---

**NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT COMBINÉ**


---

**§11. Résultat technique combiné**


---

Données en €

LIBELLES	Ex. 2011/2012	Ex. 2010/2011
Cotisations	6 471 743 155	6 440 807 248
Ristournes distribuées	(5 100 273)	(9 762 651) <sup>1</sup>
Reprises sur provisions à caractère technique	333 550 620	249 555 888
<b>Produits techniques =</b>	<b>6 800 193 502</b>	<b>6 680 600 485</b>
Indemnités	6 554 700 555	6 500 172 002
Pertes sur créances irrécouvrables	26 033 804	14 701 820 <sup>2</sup>
Dotations aux provisions à caractère technique	338 767 397	234 401 581
<b>Charges techniques =</b>	<b>6 919 501 757</b>	<b>6 749 275 403</b>
<b>RÉSULTAT TECHNIQUE</b>	<b>(119 308 254)</b>	<b>(68 674 918)</b>

1 Baisse de 4,6 m€ du montant des ristournes accordées sur l'exercice 2011/2012.

2 L'an dernier, deux Caisses avaient directement imputé le montant de leurs créances irrécouvrables sur le montant de leurs cotisations (8,5 m€).

**§12. Résultat d'exploitation combiné**


---

Données en €

LIBELLES	Ex. 2011/2012	Ex. 2010/2011
Autres produits de gestion courante	13 432 068	10 624 295 <sup>1</sup>
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions	9 833 408	17 658 808
Transferts de charges d'exploitation	1 717 104	1 732 914
<b>Produits d'exploitation =</b>	<b>24 982 580</b>	<b>30 016 017</b>
Services et autres services extérieurs	40 199 177	39 351 991 <sup>1</sup>
Impôts et taxes	6 971 673	6 887 742
Charges de personnel	65 550 316	65 722 640
Autres charges de gestion courante	1 950 481	32 957
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17 152 711	13 688 285
Impôts sur revenus financiers	3 361 728	2 855 675
<b>Charges d'exploitation =</b>	<b>135 186 086</b>	<b>128 539 290</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(110 203 506)</b>	<b>(98 523 273)</b>

1 L'augmentation des « autres produits de gestion courante » est notamment liée à l'immobilisation des coûts de création du SIU, inscrits en production immobilisée (5,2 m€ au 31 mars 2012 contre 3,2 m€ au 31 mars 2011). Les charges correspondantes expliquent l'augmentation de la ligne « services et autres services extérieurs ».

### §13. Résultat financier combiné

<i>Données en €</i>	Ex. 2011/2012	Ex. 2010/2011
LIBELLES		
Revenus des titres de placement	27 932 877	24 775 719
Plus-values sur cessions de titres de placement	90 850 641	90 092 665 <sup>1</sup>
Majorations de retard et autres pénalités	18 680 846	15 217 288
Autres produits financiers	971 234	364 792
Reprises sur provisions à caractère financier	72 553 790	68 370 641
<b>Produits financiers =</b>	<b>210 989 388</b>	<b>198 821 104</b>
Moins-values sur cessions de titres de placement	23 603 276	15 857 999 <sup>1</sup>
Autres charges financières	4 971 239	1 538 984
Dotations aux provisions à caractère financier	69 524 728	65 141 819
<b>Charges financières =</b>	<b>98 099 243</b>	<b>82 538 802</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>112 890 145</b>	<b>116 282 302</b>

1 Le résultat net de cession des titres de portefeuille s'élève à 67,2 m€ sur l'exercice contre 74,2 m€ l'an dernier.



## §14. Résultat exceptionnel combiné

Données en €

LIBELLES	Ex. 2011/2012	Ex. 2010/2011
Produits exceptionnels de l'exercice	1 619 938	1 909 546
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	3 700 424	2 251 818 <sup>1</sup>
Prix de cession des immobilisations	3 149 733	7 003 199 <sup>2</sup>
Autres produits exceptionnels	910 495	334 974
Reprises de provisions à caractère exceptionnel	8 077 574	357 494 <sup>3</sup>
<b>Produits exceptionnels =</b>	<b>17 458 165</b>	<b>11 857 031</b>
Charges exceptionnelles de l'exercice	793 796	4 032 208 <sup>4</sup>
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	466 788	310 719
Valeurs nettes comptables des immobilisations cédées	839 982	1 025 461 <sup>2</sup>
Dotations aux provisions à caractère exceptionnel	64 741	702 469
<b>Charges exceptionnelles =</b>	<b>2 165 306</b>	<b>6 070 857</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>15 292 859</b>	<b>5 786 174</b>

<sup>1</sup> Les produits sur exercices antérieurs concernent le plus souvent l'annulation de chèques non débités. Par ailleurs, cette ligne renferme la régularisation pour une Caisse du réseau, de rétrocession non réalisée pour 1,8 m€.

<sup>2</sup> Le résultat net de cession concerne essentiellement la vente de l'ancien siège social d'une Caisse (1,7 m€). L'an dernier, le résultat net de cession était notamment lié à la vente de l'immeuble Pereire, ancien siège social de l'UCF (6 m€).

<sup>3</sup> L'UCF a repris sur l'exercice, la provision qu'elle avait antérieurement constituée pour faire face au risque de non paiement de la créance qu'elle possédait sur l'Etat (6,2 m€) (Cf. § Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice).

<sup>4</sup> L'an dernier, les charges exceptionnelles étaient notamment liées à la sortie d'actif de coûts précédemment immobilisés par une Caisse suite à l'interruption de développements informatiques consécutive au lancement du SIU (3,5 m€).

---

## AUTRES INFORMATIONS

---

### Engagements hors bilan

---

En matière d'indemnités de départ en retraite et sur la base des informations collectées au sein du réseau CI-BTP :

- 10 entités ont souscrit des assurances afin de couvrir leurs engagements au titre des indemnités de départ à la retraite de leurs salariés,
- 13 estiment et comptabilisent dans leurs comptes leurs engagements en matière de départ à la retraite (3,7 m€),
- 10 estiment leurs engagements en matière de départ à la retraite (6,5 m€),
- 2 caisses ne sont plus concernées car sans salariés (Caisses fusionnées du Haut et Bas-Rhin).

---

### Droit individuel à la formation (DIF)

---

Sur la base des informations collectées au sein du réseau CI-BTP, le nombre d'heures restant acquises aux salariés dans le cadre du DIF au 31 mars 2012 s'élève à 89 947 H.

---

### Tableau des flux de trésorerie (TFT)

---

Conformément à l'exemption du 2 novembre 2006 accordée par le Conseil National de la Comptabilité, l'élaboration de ce tableau ne constitue pas une obligation.

---

### Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

---

▪ **Créance sur l'Etat**  
(UCF – Branche Intempéries)

Une convention de régularisation ayant pour objet d'obtenir de l'Etat le remboursement des cotisations intempéries des apprentis a été signée entre l'UCF et la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle en date du 10 août 2011. La régularisation a été effectuée pour un montant de 6 149 287 € et le virement a été crédité sur le compte de l'UCF le 30 avril 2012.

**BILAN PRO FORMA COMBINE**
*(Bilan pro forma non retraité des éliminations internes au réseau)*

Données en €

ACTIF	Brut	Amort.	Net 3/12	Net 3/11	Net 3/11 Proforma
Frais d'établissement	83 237	83 237			
Logiciels, droits et valeurs similaires	31 347 452	27 065 599	4 281 853	3 106 012	3 106 012
Autres immobilisations incorporelles	3 956 285	3 145 800	810 485	905 072	905 072
Immobilisations incorporelles en cours	11 830 394		11 830 394	6 696 301	6 696 301
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>47 217 367</b>	<b>30 294 636</b>	<b>16 922 731</b>	<b>10 707 385</b>	<b>10 707 385</b>
Terrains - Agencements et aménagements de terrains	20 835 490	551 602	20 283 888	19 801 984	19 801 984
Constructions	91 777 983	40 624 606	51 153 377	49 126 766	49 126 766
Installations générales, agencements, aménagements divers	15 598 676	12 901 204	2 697 472	2 502 435	2 502 435
Matériel et mobilier de bureau	11 271 006	9 111 563	2 159 443	2 331 715	2 331 715
Matériel informatique	13 678 670	11 460 411	2 218 259	2 158 828	2 158 828
Autres immobilisations corporelles	4 308 584	3 614 958	693 626	3 726 212	3 726 212
Immobilisations corporelles en cours	862 513		862 513		
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>158 332 920</b>	<b>78 264 343</b>	<b>80 068 578</b>	<b>79 647 940</b>	<b>79 647 940</b>
Participations et créances rattachées à des participations	5 943 113	500 018	5 443 094	5 392 480	5 392 480
Prêts	1 362 367		1 362 367	1 377 755	1 377 755
Autres	324 847	76	324 770	419 916	419 916
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>7 630 327</b>	<b>500 095</b>	<b>7 130 232</b>	<b>7 190 151</b>	<b>7 190 151</b>
Fournisseurs débiteurs - Avances et acomptes versés sur commandes	115 837		115 837	130 091	130 091
Adhérents et comptes rattachés	1 244 818 724	103 607 665	1 141 211 059	641 101 033	654 756 777
Créances sur entités réseau CI-BTP	0		0	11 713 895	10 825 325
Autres débiteurs	38 953 434	2 011 258	36 942 176	18 267 140	18 264 384
<b>CRÉANCES</b>	<b>1 283 887 995</b>	<b>105 618 923</b>	<b>1 178 269 072</b>	<b>671 212 159</b>	<b>683 976 577</b>
Valeurs mobilières de placement	6 586 401 309	76 494 708	6 509 906 601	6 699 973 778	6 593 846 172
Disponibilités	241 551 342		241 551 342	155 587 724	155 304 750
<b>TRÉSORERIE</b>	<b>6 827 952 651</b>	<b>76 494 708</b>	<b>6 751 457 943</b>	<b>6 855 561 502</b>	<b>6 749 150 922</b>
Charges constatées d'avance	2 984 268		2 984 268	2 314 568	2 314 568
Charges réglées sur congés : exercice n + 1	61 106 753		61 106 753	259 976 448	54 967 419
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	<b>64 091 021</b>		<b>64 091 021</b>	<b>262 291 016</b>	<b>57 281 988</b>
<b>FONDS GÉRÉS</b>	<b>32 840 303</b>		<b>32 840 303</b>	<b>29 552 249</b>	<b>29 552 249</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>8 421 952 584</b>	<b>291 172 704</b>	<b>8 130 779 880</b>	<b>7 916 162 401</b>	<b>7 617 507 211</b>

Données en €

PASSIF	Net 3/12	Net 3/11	Net 3/11 Proforma
Réserve légale	1 086 396	1 086 396	1 086 396
Réserve statutaire	368 883 235	384 835 778	384 835 778
Autres réserves	271 663 084	311 167 248	302 323 043
Report à nouveau	34 105 774	47 286 318	47 286 318
Résultat de l'exercice (excédent ou insuffisance)	(101 328 756)	(45 129 715)	(50 419 048)
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>574 409 732</b>	<b>699 246 024</b>	<b>685 112 487</b>
Provisions pour risques	16 068 786	16 835 654	16 835 654
Provisions pour Indemnités de départ à la retraite	3 688 223	3 671 832	3 671 832
Provisions pour congés restant dus et cotisations de retraite restant à rembourser aux	361 262 191	262 506 465	351 250 893
Autres provisions pour charges	3 820	1 934 374	1 934 374
<b>PROVISIONS</b>	<b>381 023 020</b>	<b>284 948 324</b>	<b>373 692 752</b>
Emprunts et dettes financières diverses	18 190 559	24 230 113	23 569 398
Fournisseurs et comptes rattachés	6 526 502	7 088 553	7 088 553
Adhérents créditeurs	28 965 776	27 770 080	29 516 037
Opérations avec les autres organismes professionnels	91 705 095	96 693 848	97 695 655
Dettes entités réseau CI-BTP		59 040	59 040
Dettes fiscales et sociales	217 539 359	243 437 752	213 408 495
Autres dettes	463 125 336	393 041 757	390 242 135
<b>DETTES</b>	<b>826 052 628</b>	<b>792 321 143</b>	<b>761 579 313</b>
Produits constatés d'avance	1 883 787	538 322	538 322
Cotisations appelées sur congés : exercice n+1	6 043 070 090	5 855 561 885	5 513 037 634
Cotisations émises sans engagements de congés	271 500 321	253 994 454	253 994 454
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	<b>6 316 454 197</b>	<b>6 110 094 661</b>	<b>5 767 570 410</b>
<b>COMPTES GÉRÉS</b>	<b>32 840 303</b>	<b>29 552 249</b>	<b>29 552 249</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>8 130 779 880</b>	<b>7 916 162 401</b>	<b>7 617 507 211</b>